

INTRODUCTION

Ce n'est un secret pour personne que le système mondial néolibéral et capitaliste traverse une crise systémique et multidimensionnelle, dont les aspects sociaux (l'inégalité croissante) mettent en danger la stabilité politique, et dont la dimension écologique met en péril l'équilibre même des processus naturels de la planète.

Mais pour faire face à cette crise, il semble que l'opposition traditionnelle et séculaire à ce système, « la gauche », soit tout autant en crise, et que la population en désarroi se tourne vers un populisme droitier et réactionnaire. Cette crise est particulièrement forte en France, ce qui est probablement dû aux rigidités du système institutionnel, qui crée des phénomènes de retardement particuliers. Ainsi, Mitterrand proposait son programme commun quand le reste de la social-démocratie européenne abandonnait ces desseins transformatifs ; et le Parti socialiste a fait tellement de compromis comme force managériale du système dominant que le Front national essaie maintenant de le dépasser sur sa gauche avec des propositions de politiques sociales.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre ouvrage, qui tente de résoudre les deux crises majeures de notre époque : la crise du capitalisme et celle de la gauche historique. Pour ce faire, nous n'utilisons pas le terme d'« anticapitaliste », mais celui de « post-capitaliste », et ce choix est important. Pourquoi ?

Notre analyse des grandes transitions civilisationnelles diffère de celle du marxisme ou, en tout cas, de ce qu'il est

devenu après la révolution russe, c'est-à-dire une analyse historique qui se concentre sur la prise de pouvoir à travers une lutte politique. Notre approche considère plutôt que ces grands changements d'ères (d'une forme civilisationnelle à une autre) sont précédés de longues périodes de transformation, durant lesquelles les forces du changement sèment dans l'ancien monde les germes du nouveau. Certes, les marxistes reconnaissent ce processus pour la révolution bourgeoise, mais, bizarrement, ne l'ont pas appliqué à la révolution ouvrière. En revanche, d'autres penseurs du changement, tels que Proudhon, Maxime Leroy ou Marcel Mauss, ont bel et bien vu dans les formes institutionnelles du mouvement ouvrier les germes d'une nouvelle société. La réalité de la domination capitaliste, surtout après 1945, avec son étatisation de la protection sociale, la marchandisation des formes coopératives et mutualistes, et la désindustrialisation néolibérale en Occident ont définitivement tué l'espoir que le commun ouvrier pourrait être le germe d'une nouvelle société. Il ne semble plus y avoir de germe visible capable de transcender le capitalisme.

Nous croyons cependant qu'une nouvelle phase historique s'est esquissée, depuis, disons, 1993. L'invention du web a démocratisé l'accès aux réseaux, qui atteint maintenant presque 40 % de la population mondiale, et a permis le développement de capacités humaines et techniques généralisant la possibilité de la forme relationnelle « pair à pair ».

En effet, depuis la démocratisation des réseaux numériques, nous voyons émerger des germes post-capitalistes, regroupés sous l'expression de « production entre pairs ».

Il s'agit de travailleurs et de citoyens partout dans le monde qui prennent l'initiative d'utiliser ces nouvelles capacités non seulement pour se connecter, mais surtout pour s'auto-organiser et mutualiser les ressources productives nécessaires à une nouvelle logique de production et de distribution caractérisée par la combinaison triarchique : « libre, solidaire et durable ».

Certes, il faut problématiser cette émergence, surtout au vu des risques de captation par les « capitalistes netarchiques ». En effet, le vieux capitalisme industriel et/ou financier, fondé sur la dichotomie entre travail et capital, et qui employait le salariat comme modèle de travail afin d'y puiser une plus-value, est aujourd'hui concurrencé par une nouvelle forme de capitalisme qui, tout en rendant possibles la production en commun et l'échange par le biais de marchés « collaboratifs », a appris à exploiter directement la coopération humaine. Autour des communautés productives, par exemple celles du logiciel libre ou du design partagé, se sont agrégées des entreprises qui créent une économie du commun, laquelle est en réalité une économie « extractive ».

Mais cette captation de la coopération humaine n'est pas une fatalité, et nous voyons déjà naître de nouvelles formes de résistance et de reconstruction économique et sociale à partir de cette dynamique du pair à pair.

En quoi ces nouvelles formes sont-elles effectivement post-capitalistes, que peut-on faire pour les renforcer dans leur autonomie vis-à-vis du système actuel, et quelle politique du changement peut en découler ? Voilà les questions clés auxquelles nous tentons ici de répondre.

Tout d'abord, en quoi la production entre pairs est-elle post-capitaliste? Il s'agit principalement d'une autre façon d'aborder le processus de création de valeur. Il ne s'agit plus ici nécessairement de travailleurs salariés qui créent des produits marchands dont la plus-value sera extraite, mais, par contraste, de « contributeurs », de conditions sociales très variées, qui créent non pas directement des marchandises, mais des communs. La connaissance productive y est mutualisée. Il est tout aussi clair qu'une fois instituée, cette communauté productive existe comme un sujet d'action sociale, et que cette force sociale peut créer un pouvoir, et faire des compromis avec les forces dominantes de la société.

Le modèle émergent combine donc :

- une communauté productive, qui participe à un système ouvert de mutualisation de la connaissance ;
- des coalitions entrepreneuriales, qui peuvent être « capitalistes », c'est-à-dire largement extractives par rapport à ce commun, mais qui peuvent aussi être « génératives » et donc créer les germes d'un rapport entièrement différent entre le commun et le marché ;
- des associations de gestion de l'infrastructure coopérative, qui protègent ce commun, participent à l'augmentation de la capacité coopérative, et gèrent les relations entre la communauté, son commun, et les entreprises, extractives ou génératives.

Nous imaginons une stratégie hybride, qui vise à renforcer les aspects post-capitalistes de ce modèle émergent. C'est à la construction de cette stratégie que cet ouvrage est dédié. Il s'agit en premier lieu d'établir ce que nous

appelons la « souveraineté de la valeur », c'est-à-dire la protection de la valeur qui n'est pas celle de la marchandise, mais celle de la création du commun et de toutes les contributions qui valorisent un commun. Il s'agit ensuite de protéger ce commun de possibles captations, tant externes qu'internes. Il s'agit enfin de créer des formes entre-donneuriales et génératives pour offrir une capacité de reproduction matérielle confortable à ceux qui contribuent à ces communs. Ce qui implique la création d'une économie morale et éthique, telle qu'elle existait en grande partie avant l'avènement du capitalisme, et la recherche de formes économiques fondées sur la réciprocité. Il s'agit notamment de trouver des formes économiques d'échange qui puissent être marchandes, sans être capitalistes. Nous présentons aussi dans cet ouvrage la stratégie du « transvestissement », c'est-à-dire de développement des capacités de cooptation à l'envers. Il s'agit ici de trouver des techniques de transfert de flux de valeur, du domaine de l'économie dominante vers l'économie nouvelle, c'est-à-dire de créer un pouvoir de domestication du capital privé et étatique par les forces des communs. Nous voyons d'ores et déjà émerger des « coopératives de plateformes », où les travailleurs et les utilisateurs des plateformes d'échanges marchands collaboratifs créent la plateforme elle-même comme un commun, en choisissant des formes de gouvernance et de propriété coopératives.

Nous croyons aussi que les associations qui gèrent les infrastructures du commun, souvent des « fondations » d'un nouveau type, sont en fait le germe d'une nouvelle forme de pouvoir collectif, que nous appelons « État partenaire ».

Cette forme d'État serait un agent d'encapacitation¹ de la coopération humaine, qui augmente la capacité d'autonomie individuelle et collective, et donc la capacité de généraliser à l'échelle de la société le dynamisme de la production entre pairs et de faire en sorte que tout citoyen et résident ait les capacités de contribuer aux communs de son choix, et de créer les formes de vie économique appropriées à une vie libre, productive et heureuse.

Un autre aspect est important : la production entre pairs est aussi une nouvelle modalité de production matérielle et industrielle. Il s'agit en effet de combiner les réseaux de coopération humaine immatérielle avec les nouvelles capacités de production collaborative. C'est ce que nous appelons « cosmo-localisation » et qui combine la capacité de mutualiser la connaissance productive au niveau mondial avec la relocalisation de la production dans un système de production fondé sur des unités productives plus proches de la demande.

Cette cosmo-localisation offre ainsi une solution à deux problèmes cruciaux de la crise capitaliste. En premier lieu, il s'agit de réduire de façon drastique, par une

1. L'*empowerment* est parfois traduit par « encapacitation ». Il s'agit du « processus par lequel un individu et/ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif. [Cette notion] articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder ». Définition donnée dans C. Biewener et M.-H. Bacqué, « *Empowerment, développement et féminisme : entre projet de transformation sociale et néolibéralisme* », in M.-H. Bacqué et Y. Sintomer (dir.), *La Démocratie participative. Histoire et généalogie*, La Découverte, 2011, p. 82-83. (NdE)

mutualisation systématique de la capacité productive et de l'apport matériel nécessaire, le coût en matière-énergie pour la satisfaction des besoins humains. La production entre pairs fait ainsi partie des réformes tout à fait essentielles pour rendre l'économie durable sur le long terme.

En second lieu, cette stratégie de relocalisation de la production alimentaire et industrielle offre une voie politique de réindustrialisation du tissu économique, surtout en ce qui concerne le travail matériel. C'est donc ainsi un moyen de faire face à la crise politique due à la désindustrialisation du monde occidental, qui a poussé des franges entières de la classe ouvrière dans les bras des populistes réactionnaires.

Si la voie que nous décrivons parvient à démontrer son réalisme, il faut évidemment en tirer les conclusions politiques. Il faut impérativement transformer la gauche, qui s'est formée à l'ère industrielle, pour qu'elle s'adapte aux nouvelles réalités sociologiques de l'émergence d'un précaariat² orienté vers le commun. Selon nous, cela doit passer par un grand dialogue entre les forces du commun et les forces politiques émancipatrices. Il s'agira de sortir les forces du progrès social de leur identification exclusive au choix binaire entre le secteur privé et l'État et, par contraste, de faire en sorte qu'elles deviennent des forces sociales centrées autour du développement des communs. Nous appelons donc à une grande coalition des forces du

2. Le « précaariat », contraction de « précarité » et « salariat », désigne les travailleurs précaires. (NdE)

commun, formée autour d'une politique « post-capitaliste », portant une vision du changement qui crée avant tout les capacités d'autonomie de la société civile.

Extension de la microéconomie et de la microsociété pour lesquelles nous militons actuellement, la nouvelle forme sociale que nous appelons de nos vœux :

- place en son centre une société civile devenue productive (car tous les citoyens contribuent effectivement au commun);
- rend l'économie générative vis-à-vis du commun humain et naturel, centrée sur des principes forts de co-construction de mode de vie autour du commun, et de réciprocité entre les activités économiques et les communs qui les soutiennent;
- repose sur de nouvelles formes de pouvoir public (le commun des communs), caractérisées par leur souci d'encapacitation des individus et des communautés humaines.

Il est urgent de créer des forces politiques et sociales qui puissent porter et promouvoir cette vision. Il est urgent de transformer la politique pour qu'elle devienne l'expression du commun. Voilà le débat que ce petit ouvrage propose de lancer.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
---------------------	---

I. NOTRE PROPOS EN BREF	17
--------------------------------	----

Qu'est-ce que le P2P et quels sont ses liens avec les communs ?	18
---	----

Les technologies P2P sont-elles bonnes, mauvaises ou sans incidence ?	21
---	----

Quels sont les liens du P2P avec le capitalisme ?	23
---	----

Comment, en pratique, le P2P sera-t-il mis en œuvre ?	26
---	----

Vers une société centrée sur les communs ?	30
--	----

II. LE P2P COMME MODE DE PRODUCTION	33
--	----

Des compétences et motivations variées	34
--	----

Une « hétérarchie » transparente	35
----------------------------------	----

Un nouvel écosystème de création de valeur	36
--	----

Le cas Enspiral	40
-----------------	----

Mesurer les dynamiques PPBC	42
-----------------------------	----

Passer de l'échelle micro à l'échelle macro	45
---	----

III. LE P2P COMME CADRE SOCIO-TECHNOLOGIQUE	49
Deux modèles génériques	52
Le modèle extractif du capitalisme cognitif	57
Le modèle génératif de la production par les pairs basée sur les communs	64
<hr/>	
IV. UNE STRATÉGIE DE TRANSITION P2P BASÉE SUR LES COMMUNS	73
Mutualisation des ressources partout où c'est possible	75
Introduire la réciprocité	76
De la redistribution à l'autonomisation et à la prédistribution	80
Subordonner le capitalisme	82
S'organiser au niveau local et au niveau global	85
Résumé de nos propositions	90
Pourquoi cette transition est possible	92
<hr/>	
POUR ALLER PLUS LOIN	95
<hr/>	
REMERCIEMENTS	97
Financement	97
<hr/>	
RÉFÉRENCES	99